

# Reporters sans frontières

<http://www.rsf.org/equateur-la-revue-vanguardia-absente-des-06-08-2012,43165.html>

Amériques - Équateur

Sous embargo

## La revue Vanguardia absente des kiosques après une nouvelle perquisition de ses locaux

6 août 2012

---

Le numéro 353 du magazine hebdomadaire *Vanguardia* ne paraîtra pas en kiosques ce 6 août 2012, suite à la saisie de ses équipements conduite six jours plus tôt dans ses locaux sur ordre du ministère du Travail. D'après nos informations, le rédacteur en chef de la publication, **Iván Flores**, compte malgré tout diffuser cette édition à une date encore indéterminée.

La perquisition du 31 juillet, suivie de la confiscation d'ordinateurs et d'autres équipements, [n'est pas la première](#) du genre à affecter *Vanguardia*, connue pour ses révélations d'affaires de corruption impliquant des fonctionnaires de l'administration actuelle. Elle intervient également dans un [contexte de fermetures répétées](#) de médias audiovisuels également réputés pour leur ligne critique envers le gouvernement de Rafael Correa.

Comme dans les autres cas, le prétexte administratif est mis en avant par les pouvoirs publics. *Vanguardia* cumulerait 27 000 dollars de dettes impayées, n'aurait pas respecté la législation concernant l'embauche de travailleurs handicapés et aurait omis d'afficher son règlement intérieur sur un espace visible. D'après Iván Flores, la notification de la perquisition serait parvenue à l'entreprise la veille de son exécution. Pour le directeur de *Vanguardia* **Juan Carlos Calderón**, en vacances au moment des faits, le procédé relève de "représailles politiques".

"La liste des médias fermés ou sous embargo s'allonge dangereusement depuis le début de l'année. A supposer que *Vanguardia* n'ait pas rempli certaines obligations légales, était-il pour autant besoin de réduire sa rédaction au silence ? Brutal, le procédé coïncide avec de graves mesures de rétorsion envers une presse critique comme la récente interdiction faite par le président Rafael Correa à ses ministres de leur accorder la moindre interview, le retrait de toute publicité officielle ou encore des [attaques présidentielles](#) à répétition contre leurs représentants", a déclaré Reporters sans frontières.

"Les médias privés les plus critiques ont aussi leur part de responsabilité dans le contexte de polarisation qui affecte aujourd'hui la société équatorienne. En l'occurrence, *Vanguardia* a exercé son devoir d'investigation, conforme à la liberté d'informer. Toute critique ou révélation ne saurait s'assimiler à une tentative de 'renversement' du pouvoir en place. Nous plaçons, depuis le début, pour que la future [loi de communication](#) – dont le vote est toujours suspendu – promeuve le juste équilibre pluraliste entre différents types de médias (publics, privés et communautaires) tout en garantissant leur liberté et leur indépendance. La série de fermetures pratiquées contre des radios, des chaînes de télévision et maintenant *Vanguardia* ne répond en rien à cet objectif", a conclu l'organisation.

---